

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, lorsque la ministre de l'Environnement a lancé un train de mesures, le premier programme visant à s'attaquer sérieusement au problème des pluies acides, j'ai remarqué que les néo-démocrates n'ont pas tari d'éloges sur les réalisations de la ministre et la façon dont on avait amené les provinces et le secteur privé à faire leur part. Selon moi, on s'entend généralement là-dessus. Ainsi, le président de la Coalition contre les pluies acides au Canada, le principal groupe écologique, a déclaré qu'il s'agissait d'une réalisation remarquable, d'un premier pas extrêmement important qui n'avait jamais été fait au Canada. C'est dans cet esprit que nous nous penchons sur ce que j'ai appelé les ravages causés par les pluies acides à notre environnement.

Nous essayons de mettre de l'ordre dans nos affaires. Nous tentons d'assumer nos responsabilités. Nous essayons également de persuader nos voisins qu'il s'agit d'un problème commun qui ne peut être résolu qu'en commun. Je n'attends pas, dans un monde aussi imparfait que le nôtre, des miracles du jour au lendemain, mais j'espère que nous pourrons réaliser des progrès sensibles dont mon honorable collègue et moi-même ainsi que les autres députés seront fiers.

LA RENCONTRE ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET LE PRÉSIDENT
DES ÉTATS-UNIS

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Je crois qu'il est notoire que l'accord précédent conclu entre le Canada et les États-Unis sur les pluies acides n'a absolument pas donné les résultats escomptés parce que les Américains n'avaient pas la volonté, politique surtout, de réussir. Je demande donc une fois de plus au premier ministre s'il peut nous garantir qu'il exhortera le président des États-Unis à conclure un accord qui prévoit bien plus que de simples discussions. Il n'y a plus rien à discuter; il faut agir maintenant.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'admets que nous avons hérité d'une situation lamentable créée par nos prédécesseurs qui n'ont rien fait pour résoudre le problème des pluies acides. Selon moi, aucun libéral objectif n'osera prétendre que le ministre précédent a accompli quoi que ce soit, si ce n'est faire brièvement acte de présence au cabinet. Rien n'a été réalisé et nous avons dû partir de zéro. Il s'agit d'un dossier complexe et difficile qui a donné lieu à la mauvaise foi et à l'hostilité de certains dans le passé. Nous essayons de créer un climat dans lequel nous pourrions réaliser des progrès marqués. C'est l'objectif que j'espère réaliser. Selon moi, les Canadiens y verraient non pas un miracle, mais une amélioration marquée, conduisant à des mesures définitives qui permettront au Canada et aux États-Unis de résoudre une fois pour toutes cet énorme problème dans le domaine de l'environnement.

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES EXPORTATIONS VERS LES ÉTATS-UNIS DE PRODUITS
ALIMENTAIRES CONTENANT DU SUCRE

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Étant donné que je veux lui présenter une question qui n'a pas fait l'objet de son héritage qu'il a eu du parti libéral, mais bien d'une proclamation présidentielle du 29 janvier dernier qui, en ce moment même, limite les exportations de produits alimentaires contenant du sucre vers les États-Unis; étant donné que, en ce moment même, les portes des États-Unis sont fermées aux produits alimentaires canadiens contenant du sucre à cause d'une proclamation unilatérale du président des États-Unis, le 29 janvier dernier, sous son régime, le premier ministre a-t-il l'intention de soulever cette question-là avec le président Reagan en vue d'éviter les fermetures et les pertes de milliers d'emplois que sa décision unilatérale a engendrées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous allons, effectivement, essayer de traiter de questions importantes comme celle-là en établissant, espérons-le, une déclaration de principe conjointe de nature à indiquer que nous favorisons de part et d'autre un accès plus libre, plus potable à nos marchés communs car, tel que je le mentionnais tantôt dans une réponse à mon ami, le très honorable chef de l'opposition, il y a des millions d'emplois qui dépendent directement du fait que l'on doit être en mesure d'entretenir des relations productives avec les Américains, et c'est dans ce sens, dans ce but-là, que j'entame les négociations en fin de semaine.

M. Lapierre: Monsieur le Président, les travailleurs dans le domaine des produits alimentaires ne sauront que faire d'une déclaration de principe du premier ministre. Je lui demande autre chose que des généralités: je lui demande si, entre deux séances de photos, il va prendre le temps de régler le problème des produits alimentaires contenant du sucre, lesquels sont bloqués aux frontières américaines.

M. Mulroney: Que vous êtes mesquin, que vous êtes mesquin! La frustration libérale apparaît même dans des questions légitimes. Je reconnais que vous avez une question légitime. Mais pourquoi toujours ces commentaires péjoratifs contre nos alliés historiques? Nous, du gouvernement progressiste conservateur, nous sommes du côté de 75 p. 100 des Québécois qui disaient, aujourd'hui, dans un sondage, qu'ils favorisent des relations fécondes avec les États-Unis. Et nous allons le faire, pas par des commentaires péjoratifs contre nos alliés, nous sommes là pour bâtir des relations solides avec nos alliés, surtout les Américains.